

~~Ce Manifeste du réseau ReCommonsEurope a été élaboré par un collectif de chercheuses et chercheurs, de militantes et de militants provenant d'une douzaine de pays d'Europe qui ont souhaité proposer un plan à mettre en œuvre par des forces de gauche populaire qui veulent stimuler un changement social favorable au plus grand nombre et qui arriveraient au gouvernement dans un pays d'Europe avec l'appui du peuple mobilisé.~~

Il s'inscrit dans le cadre du projet « ReCommonsEurope » initié par deux réseaux internationaux, le CADTM et [EReNSEP](#), ainsi que par le syndicat basque [ELA](#) afin de contribuer aux débats stratégiques qui traversent la gauche populaire en Europe aujourd'hui. Il a été élaboré au cours de réunions tenues en 2018, et rédigé de manière collective en 2019. Il prolonge notamment l'appel intitulé « [Les défis pour la gauche dans la zone euro](#) », texte collectif présenté par plus de 70 co-signataires en février 2017.

Manifeste au format pdf [à télécharger ici](#).

Les personnes suivantes ont participé directement à la rédaction de ce manifeste (la liste de l'ensemble des signataires se trouve en bas de l'article) :

Walter Actis (membre d'Ecologistas en Accion, État espagnol), Daniel Albarracin (économiste, Podemos, État espagnol), Jeanne Chevalier (France insoumise, France), Pablo Cotarelo (EReNSEP, État espagnol), Alexis Cukier (philosophe, Ensemble !, EReNSEP, France), Sergi Cutillas (économiste, EReNSEP, CADTM, Catalogne - État espagnol), Yayo Herrero (anthropologue, écoféministe, membre d'Ecologistas en Acción, État espagnol), Stathis Kouvélakis (philosophe, EReNSEP, Grèce et Royaume-Uni), Janire Landaluze (syndicaliste, syndicat ELA, Pays basque - État espagnol), Costas Lapavitsas (économiste, EReNSEP, Royaume-Uni), Nathan Legrand (CADTM, Belgique), Mikel Noval (syndicaliste, syndicat ELA, Pays basque - État espagnol), Tijana Okic (philosophe, militante politique, Bosnie-Herzégovine), Catherine Samary (économiste, ATTAC France, NPA, France), Patrick Saurin (CADTM, France), Éric Toussaint (politologue, économiste, CADTM, Belgique)

Ont coordonné la rédaction finale : Alexis Cukier, Nathan Legrand et Éric Toussaint

Traduction de l'anglais vers le français : Vicki Briault (CADTM), Alexis Cukier (EReNSEP), Nathan Legrand (CADTM), Virginie de Romanet (CADTM) et Christine Pagnouille (CADTM).

Mise en page : Tina D'angelantonio (CADTM)

Avant-propos

Ce Manifeste du réseau ReCommonsEurope a été élaboré par un collectif de chercheuses et chercheurs, de militantes et de militants provenant d'une douzaine de pays d'Europe qui ont souhaité proposer un plan à mettre en œuvre par des forces de gauche populaire qui veulent stimuler un changement social favorable au plus grand nombre et qui arriveraient au gouvernement dans un pays d'Europe avec l'appui du peuple mobilisé. Il s'inscrit dans le cadre du projet « ReCommonsEurope » initié par deux réseaux internationaux, le CADTM et EReNSEP, ainsi que par le syndicat basque ELA afin de contribuer aux débats stratégiques qui traversent la gauche populaire en Europe aujourd'hui. Il a été élaboré au cours de

réunions tenues en 2018, et rédigé de manière collective en 2019. Il prolonge notamment l'appel intitulé « [Les défis pour la gauche dans la zone euro](#) », texte collectif présenté par plus de 70 co-signataires en février 2017.

Nous avons rédigé une proposition cohérente concernant les engagements, les initiatives et les mesures que devraient prendre les forces de gauche populaire. Ce manifeste à vocation pratique, propose un programme qu'un gouvernement de gauche populaire devrait mettre en œuvre lors de la première année de son mandat, pour apporter des réponses immédiates à l'urgence sociale et écologique, et vaincre les résistances que les forces conservatrices et les institutions qui les représentent ne manqueront pas de lui opposer. Les propositions portent sur les principaux problèmes auxquels un gouvernement populaire devra faire face de manière urgente dès son arrivée au pouvoir. La Manifeste s'adresse également aux mouvements sociaux (syndicaux, associatifs, citoyens) qui luttent aux niveaux local, national et international pour les droits humains fondamentaux et l'égalité de toutes et tous, pour l'émancipation sociale et la démocratie, et contre la destruction des écosystèmes. Le programme inclut également des objectifs à moyen et à long termes qui pourraient être partagés et assumés entre les organisations politiques et les mouvements sociaux de la gauche populaire.

Notre objectif est de soumettre ces analyses et propositions à la discussion de la gauche sociale et politique et de l'ensemble des militant-e-s et des citoyen-ne-s en Europe qui sont convaincus qu'il faut prendre un virage radical si l'on veut répondre aux grands défis de l'heure. L'Europe traverse une crise majeure et prolongée. L'Union européenne continue de se construire de manière anti-démocratique et au service des plus riches. De manière répétée les secteurs populaires manifestent dans les rues et dans les urnes leur rejet des politiques appliquées depuis des décennies par les gouvernements – et le plus souvent coordonnées et soutenues par les institutions européennes –, ainsi que leur volonté d'un changement radical. Ces dernières années, plusieurs occasions ont été manquées, notamment en 2015 en Grèce.

La crise climatique, les violentes politiques d'austérité, le danger représenté par une extrême droite raciste et xénophobe ne rendent que plus urgente la définition d'une stratégie associant auto-organisation populaire, mouvements sociaux et organisations politiques, afin de mettre la politique au service du plus grand nombre.

Chapitre 1 - Les premières mesures d'un gouvernement populaire

I. DIAGNOSTIC

Dans leurs grandes lignes, le contenu et les conséquences des politiques néolibérales de l'Union européenne ont été similaires dans tous les pays membres. Les grandes entreprises et les grandes banques, au moyen notamment d'une armée de lobbyistes, fixent l'agenda politique aux niveaux à la fois national et supranational. Le déclin corrélatif de la démocratie ainsi que la perte de souveraineté populaire en Europe reflètent un tournant historique en faveur du capital et au détriment du travail. Pour les travailleurs, ce tournant a eu pour conséquence une énorme augmentation de l'insécurité concernant l'emploi, le revenu, les soins médicaux, les retraites et allocations, etc. Pour les capitalistes, il a pris la forme d'une appropriation vorace des richesses de chaque pays, conduisant à des niveaux

d'inégalité sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. Les politiques de l'UE pour faire face à la crise de la zone euro ont contribué plus encore à favoriser le capital et à détériorer les conditions de vie des travailleurs. Elles ont renforcé le chômage de masse, particulièrement des jeunes et dans les pays de la périphérie de l'Europe, comprimé les salaires, généré un manque d'investissements et de services publics. Elles ont également augmenté de manière dramatique la prédominance économique et la domination politique du centre de l'Europe sur les périphéries du Sud et de l'Est de l'Europe. [1]

Face à cette impitoyable réalité, il est tout d'abord nécessaire pour la gauche populaire de s'attaquer à la croyance selon laquelle l'Union européenne (UE) pourrait être réformée de manière radicale de l'intérieur, c'est-à-dire en respectant les traités, en suivant les canaux et les procédures de décision des institutions européennes.

La machinerie de l'UE et l'autorité de la Cour de justice de l'Union Européenne s'assurent que les traités continuent d'être interprétés en faveur du maintien du néolibéralisme. De même qu'il n'y a pas de normalité dans la politique de l'UE, de même il ne peut y avoir de procédure normale pour contester le contour des institutions européennes. L'UE est une grande machine transnationale conçue pour le néolibéralisme et qui ne se meut que de manière hiérarchique. C'est une alliance hiérarchisée d'Etats-nations qui ont créé le cadre institutionnel d'un marché unique promouvant de manière implacable le néolibéralisme.

Dès lors, le principal problème est de savoir ce que devrait faire une force politique populaire qui accèderait au gouvernement et constaterait qu'il n'est pas possible de mettre en oeuvre des mesures progressistes sans une forte réaction négative de l'appareil économique de l'UE. Dans notre perspective, la souveraineté populaire et l'internationalisme sont non seulement compatibles mais encore se conditionnent l'une l'autre. Il est donc nécessaire de défendre une feuille de route politique combinant des mesures politiques populaires au niveau national et une approche internationaliste de la politique. Cette feuille de route politique consiste à mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour rompre de manière unilatérale avec l'austérité, et donc à désobéir aux traités et aux pactes néolibéraux, tout en construisant un cadre alternatif de coopération avec les autres pays (qu'ils soient membres ou non de l'UE) permettant de développer un nouvel espace économique de solidarité en Europe.

A cette fin, un agenda radical de mesures démocratiques, sociales et économiques doit être mis en avant. La protection et l'extension du droit du travail, la création d'emplois et l'extension des droits sociaux et des services publics requièrent une économie politique incompatible avec les traités de l'UE. La gauche populaire doit faire de nouvelles propositions politiques capables de faire pencher la balance du pouvoir en faveur des travailleurs, de renforcer la démocratie, de récupérer de la souveraineté, et de promouvoir une perspective socialiste réaliste pour l'Europe. Pour que cela puisse devenir une réalité politique, cependant, la gauche populaire doit renouer avec son radicalisme historique, rejeter les mécanismes de l'Union économique et monétaire et de l'UE, et accepter les conséquences de sa politique de désobéissance. C'est sur cette base qu'elle pourrait, en pratique, défendre les droits des citoyens et des migrant-e-s, particulièrement des classes populaires.

II. PROPOSITIONS

Que devrait faire, alors, la gauche populaire européenne ? [2] La leçon de l'expérience de

Syriza est primordiale à cet égard. Si la gauche prétend mettre en œuvre des politiques radicales et anticapitalistes et se confronter effectivement à la machine néolibérale de l'UE, elle doit être préparée à la rupture. Il doit y avoir un bouleversement, un renversement des conditions politiques existantes, pour que les choses changent en Europe. Il doit y avoir une rupture avec les structures de pouvoir nationales qui ont un intérêt direct dans l'état actuel des choses. Et il doit y avoir une rupture avec les institutions transnationales de l'UE qui soutiennent cet ordre dominant.

En ce qui concerne la politique économique et sociale d'un gouvernement populaire, la priorité est de mettre en œuvre, au niveau national, un programme de mesures permettant de défier le pouvoir du capital. Dans chaque pays, il faut bien sûr adapter le programme en fonction des besoins spécifiques, mais les éléments principaux sont valables pour tous les pays. A court terme, ces principaux éléments consistent à en finir avec l'austérité, à rétablir et étendre le droit du travail et les droits sociaux, à initier la redistribution des revenus et des richesses ainsi qu'un programme d'investissement public afin de satisfaire les besoins immédiats et fondamentaux ainsi que les aspirations des travailleurs et des pauvres.

Que devrait faire la gauche populaire si elle accédait au gouvernement dans un pays en Europe ?

Les mesures immédiates :

La priorité est d'en finir avec l'austérité. La politique fiscale et monétaire doit être conçue pour relancer la demande intérieure avec l'objectif de réduire le chômage et d'augmenter les revenus. Dans une grande économie telle que celle de l'UE, les sources de la demande doivent être cherchées en priorité à l'intérieur. Cela vaut pour les pays du centre comme pour ceux des périphéries, mais aussi pour le pouvoir hégémonique. L'Allemagne doit en finir avec le néo-mercantilisme en se concentrant sur son économie intérieure.

La stimulation de la demande intérieure doit nécessairement inclure la redistribution des revenus et des richesses en le transférant depuis le capital vers le travail. Il faut s'attaquer aux inégalités de manière urgente en Europe, à la fois dans le centre et dans les périphéries. Dans plusieurs pays membres de l'UE, il est tout à fait sensé, d'un point de vue économique, d'augmenter les salaires afin de soutenir la demande globale. Il est également sensé d'augmenter la charge fiscale des entreprises et des riches, y compris en ce qui concerne leurs richesses. La restauration des droits des travailleurs et des travailleuses, et la protection de l'emploi, de même que le renforcement de l'Etat social au moyen d'allocations et d'investissements dans les domaines de la santé, du logement et de l'éducation notamment constitue une dimension à part entière de la réduction des inégalités. Il n'y a rien d'infaisable dans de telles politiques au sein de l'Europe. Il s'agit d'une question de choix politiques et sociaux reflétant la balance du pouvoir entre le travail et le capital.

On peut diviser les mesures nécessaires en une partie sociale et une partie économique. Concernant les droits sociaux, un gouvernement populaire devrait immédiatement :

- augmenter le salaire minimum et les droits de retraite ;
- étendre les services publics universels et gratuits dans le domaine de la santé, de l'éducation, du soin des enfants et des personnes âgées, des transports collectifs, ainsi que du logement au moyen de logements sociaux ;

~~= créer des emplois de grande qualité à cette fin, et initier un processus de transition écologique, incluant pour tous les logements un plan d'isolation et de rénovation ainsi que la réquisition des logements vacants ;~~

- mettre en œuvre, par voie législative, une réduction conséquente du temps de travail ;
- mettre en œuvre une nouvelle réforme progressiste du droit du travail afin de limiter le pouvoir des propriétaires dans l'entreprise, et de se diriger vers une démocratie dans l'ensemble des espaces de travail.

Un gouvernement populaire devrait aussi mettre en œuvre une série de mesures économiques afin de garantir cet agenda social et de soutenir son développement. Il lui faudrait :

- interrompre le respect du Pacte européen de stabilité et de croissance ;
- établir un contrôle temporaire du mouvements des capitaux pour prévenir la fuite des capitaux et l'évasion fiscale ;
- établir un contrôle des prix sur les biens de première nécessité ;
- suspendre le paiement de la dette publique, sur la base d'un moratoire ou d'un audit citoyen de la dette publique, en optant pour un défaut sélectif permettant de protéger les caisses de sécurité sociale et de paiement des retraites ainsi que les avoirs des petits épargnants ;
- réguler et limiter le système bancaire privé, et créer un nouveau système bancaire public sous contrôle démocratique et social ;
- mettre en œuvre une réforme progressiste de la fiscalité (avec plus de taxes sur les profits et les richesses), permettant de taxer en priorité le capital, les grandes entreprises et les très hauts salaires, afin de financer la politique d'investissement public ;
- créer des emplois dans le domaine de la transition énergétique, protéger les classes populaires en cas de diminution temporaire des recettes nationales, et faire payer la crise aux classes dominantes.

Ces mesures impliquent de désobéir avec les traités européens et les institutions européennes. Ces dernières réagiront nécessairement pour essayer d'empêcher leur mise en œuvre. En réalité, l'élection d'un gouvernement populaire ouvrira immédiatement une période d'intense contre-attaque idéologique et d'initiatives des forces économiques et politiques pro-capitalistes pour neutraliser ces mesures progressistes. Cette contre-attaque des classes dominantes européennes peut prendre la forme de la fuite des capitaux ou de l'augmentation des [taux d'intérêt](#) par exemple, mais aussi d'un chantage politique opéré par les bourgeoisies nationales et les institutions européennes afin de contraindre le gouvernement populaire à abandonner sa politique en faveur des classes populaires ainsi que son mandat démocratique.

Au cours de cette période, le gouvernement populaire nouvellement élu devrait donc mobiliser à la fois la population et les mouvements sociaux pour soutenir ces politiques radicales et les travailleurs des secteurs stratégiques (notamment les banques) pour empêcher les « saboteurs » de l'économie et de la démocratie de réussir. Il devrait également rassurer la population concernant la garantie de son épargne, de la valeur de son argent et de ses conditions de vie et de travail, tout en s'adressant aux autres peuples

d'Europe afin d'obtenir leur soutien [actif](#).

La nécessité d'une telle défense à l'égard de la contre-attaque pro-capitaliste et d'un tel renforcement du soutien et de la mobilisation populaires exige que le gouvernement populaire nouvellement élu soit prêt à promulguer des décrets dès le premier jour de son entrée en fonction, concernant :

- la sécurisation des dépôts (jusqu'à un certain montant) ;
- le contrôle des banques, des compagnies d'assurance, etc. ;
- la [Banque centrale](#), qui devrait être placée immédiatement sous l'autorité du gouvernement, et devra être autorisée à émettre de la monnaie ;
- un moratoire sur le [service de la dette](#) publique ;
- le contrôle des capitaux ;
- au moins une mesure importante permettant d'améliorer immédiatement et de manière évidente les conditions de vie du plus grand nombre, par exemple l'augmentation du salaire minimal.

Sur cette base et dans le même temps, elle devrait initier immédiatement des discussions publiques avec d'autres gouvernements et s'adresser aux autres peuples de l'UE afin de lancer des campagnes internationales pour soutenir ces politiques.

Mesures de moyen terme au niveau national :

Comme indiqué précédemment, il faut d'abord s'attendre à une hostilité de la part des mécanismes du pouvoir dont les intérêts seraient directement menacés au niveau national. Il faut également s'attendre à une hostilité de la part des institutions européennes, car une politique industrielle fondée sur la propriété publique et une série de mécanismes de contrôle public de l'économie irait directement à l'encontre de la logique du marché unique. La machine néolibérale de Bruxelles ne tolérerait pas une telle remise en cause de l'organisation institutionnelle de l'UE et du pouvoir de l'acquis communautaire. La perspective de représailles, de sanctions, d'un retrait de financement ou même de l'expulsion de l'UE deviendrait inévitable.

Face à l'hostilité de l'UE, la gauche populaire devrait donc rejeter le marché unique et son cadre institutionnel et juridique. Elle devrait plaider en faveur d'un contrôle de la circulation des biens, des services et des capitaux, sans lequel il serait impossible d'appliquer un programme radical dirigé vers le socialisme. Elle devrait également rejeter l'autorité de l'acquis communautaire et de la Cour de justice de l'Union Européenne, et commencer ainsi à dissocier la législation nationale de la législation communautaire. Enfin, elle devrait s'appuyer sur les luttes sociales pour imposer des avancées et réalisations dans les domaines des relations de travail, de la répartition des richesses, de la coopération entre les peuples et de la protection de l'environnement, et initier des processus constitutifs pour créer de nouvelles institutions démocratiques aux niveaux national et international. En fin de compte, il n'y a pas d'autre moyen de recouvrer la souveraineté populaire. Cette récupération de la souveraineté populaire doit être compatible avec l'internationalisme, dans la mesure où elle sera ouverte à la solidarité et permettra de partager les bénéfices de ces politiques entre différents peuples dans le cadre d'une coopération démocratique. Si cela implique de se voir opposer un ultimatum pour quitter l'UE, qu'il en soit ainsi.

Concernant la manière de répondre à la très probable réaction hostile des institutions de l'UE, la question cruciale est celle de la souveraineté monétaire. À cet égard, un gouvernement populaire devrait envisager deux options possibles.

Scénario 1. Sortie de l'Union économique et monétaire et création d'une nouvelle monnaie nationale

Une étape cruciale sur la voie que devra emprunter un gouvernement populaire est le rejet de l'Union économique et monétaire (UEM), et de sa structure économique néolibérale telle qu'elle existe actuellement. L'UEM est l'épine dorsale du marché unique et le dispositif disciplinaire aujourd'hui le plus efficace pour imposer une politique et une idéologie néolibérales. Les nations d'Europe n'ont pas besoin d'une monnaie commune pour engager une coopération libre et fructueuse entre elles, et elles n'ont certainement pas besoin de l'euro. Inversement, plus longtemps l'UEM se maintient et plus elle devient rigide, plus il sera difficile de mettre en œuvre des mesures anticapitalistes en Europe.

Pour les pays périphériques, et en particulier pour la périphérie du Sud de l'Europe, la sortie de l'UEM telle qu'elle existe actuellement, est impérative. Sortir de cette cage d'acier est un moyen nécessaire pour mettre en œuvre des politiques permettant de développer l'économie, d'absorber le chômage par la création d'emplois bien rémunérés, de réduire la pauvreté et de mettre les pays sur la voie d'une croissance soutenue et soutenable. La sortie n'est certainement pas un processus facile, mais il existe aujourd'hui des connaissances considérables au sujet de la façon d'y parvenir avec le moins de perturbations possible. [3] Si la sortie était consensuelle, les coûts en seraient encore réduits.

Pour les pays du centre, la question de l'UEM est beaucoup plus complexe, car elle implique le démantèlement total de l'union monétaire et la mise en place de dispositifs alternatifs. L'UEM ne devrait certainement pas être remplacée par une concurrence sans entraves entre les pays sur les marchés des changes. L'Europe a besoin d'un système de stabilisation des taux de change et d'un moyen de paiement entre pays. Les connaissances techniques pour atteindre ces objectifs existent, et certains des mécanismes de l'ancien système monétaire européen existent encore.

L'UE est une énorme entité économique dans laquelle la plupart des échanges commerciaux ont lieu entre les États membres. Dans une telle économie, il est certainement possible de stabiliser les taux de change et de produire des résultats économiques bien meilleurs que ceux obtenus par l'euro au cours de ses deux décennies d'existence. Pour cela, il serait nécessaire de choisir une monnaie d'ancrage de même que d'appliquer des contrôles sur la circulation des capitaux à travers l'Europe. La flexibilité pourrait alors consister à rééquilibrer les relations extérieures des économies de l'UE. Avec un contrôle des capitaux en place, il serait même plausible de concevoir un nouveau moyen de paiement commun basé sur des principes de solidarité qui ne serait utilisé par les États européens que pour faciliter les transactions internationales et non comme monnaie nationale.

Le démantèlement de l'UEM permettrait d'ouvrir la voie à un changement radical plus vaste au sein de l'UE. Cela signifierait une modification radicale du caractère de la BCE, de l'Eurogroupe et du Mécanisme européen de stabilité. (MES). Cela permettrait de supprimer les contraintes externes pesant sur les opérations des autres institutions de l'UE, y compris le contrôle des activités fiscales des États membres. Ce démantèlement permettrait d'assouplir l'acquis communautaire en supprimant toute une série de directives et de

Et cela supprimerait également le dispositif disciplinaire le plus strict parmi ceux qui sont actuellement dirigés à l'encontre des travailleurs dans une grande partie de l'Europe. S'il est provoqué par les forces populaires, le démantèlement de l'UEM pourra constituer un pas important contre le régime néolibéral de l'UE.

Scénario 2. Une monnaie alternative en restant dans l'UEM

L'avantage politique d'une monnaie alternative, même si elle est simplement complémentaire, est qu'elle permet, sans devoir se débarrasser de la monnaie internationale, de répondre à plusieurs défis. Tout en facilitant l'émergence de certaines activités secondaires, qui, autrement, ne seraient pas très étendues ou se dérouleraient de manière informelle, les pouvoirs publics disposeraient ainsi d'une plus grande marge de manœuvre pour traiter les paiements.

Il pourrait s'agir d'une mesure ex ante, en relation avec d'éventuels conflits politiques causés par des représailles de l'UE en raison de divergences liées à la politique économique adoptée. C'est le cas par exemple des représailles à l'égard de politiques qui ne s'inscrivent pas dans les Traités européens ou dans le Pacte de stabilité et de croissance, et qui pourraient consister en une menace de retrait de liquidités ou en des mécanismes d'expulsion ou de sortie de l'UEM. Dans ce cas, la mise en place d'une monnaie complémentaire permettrait de se doter d'un moyen garantissant les transactions internes, et évitant ou atténuant tout processus de transition désordonnée. Elle offrirait un moyen pour une souveraineté monétaire permettant de remplacer l'euro.

Dans un premier temps, la monnaie complémentaire serait utilisée pour le paiement des fonctionnaires et des services liés au secteur public. Le gouvernement accepterait le paiement des impôts dans cette monnaie. Pour éviter un rejet de cette nouvelle monnaie, elle devrait avoir, au moins dans un premier temps, la parité avec la monnaie dominante. Seule la monnaie complémentaire pourrait jouer un rôle de transition et d'amortisseur, et d'élargissement de la marge de manœuvre, dans un contexte défavorable de rupture avec une zone monétaire antérieure.

Les caractéristiques d'une telle monnaie alternative seraient – dans un premier temps mais elles pourraient être révisables en fonction du contexte macroéconomique et politique – les suivantes :

- Dans une première phase, la monnaie serait complémentaire.
- Elle inviterait les monnaies locales à établir une relation avec cette monnaie, afin d'unifier le système monétaire complémentaire et d'amplifier sa recevabilité et son impact.
- Cette monnaie alternative serait, en principe, en parité avec la monnaie principale.
- Elle serait appuyée par l'imposition future.
- Elle disposerait de plusieurs canaux de circulation et systèmes de paiement : cartes électroniques pour les transactions mineures, complétées par les pièces et le papier, et monnaie numérique virtuelle identifiant les transactions et les agents pour les volumes moyens et élevés (à partir de 300 euros).
- Dans un premier temps, son cours serait requis dans les transactions avec le secteur public et le secteur bénévole dans le secteur intra-privé.

= Il s'agirait d'une monnaie alternative avec une date d'expiration à compter de son émission, par exemple après cinq ans, mais une période plus courte peut être étudiée, dans tous les cas de nature renouvelable.

- La monnaie alternative peut être conçue pour mettre fin au monopole de l'intermédiation bancaire privée, en donnant la possibilité à la future banque publique de prendre le pas sur la banque privée, tout en coexistant avec des banques coopératives régionales ou des banques éthiques.

- Pour éviter un excès de pouvoir des entités dédiées à l'opération monétaire, il serait possible de créer une banque centrale en charge des émissions réglementées et de la politique monétaire, sous contrôle social et démocratique.

Les initiatives de moyen terme au niveau international

Quitter ou court-circuiter l'UEM, et éventuellement quitter l'UE, si cela est fait pour mettre en œuvre des politiques de soutien aux travailleurs (quelle que soit leur nationalité) contre le capital, ne constitue pas une démarche nationaliste et ne représenterait pas non plus un retour à des États concurrents et en guerre en Europe. Au contraire, cela pourrait signaler l'émergence d'un internationalisme radical qui s'appuierait sur la force exprimée au niveau domestique pour rejeter les structures dysfonctionnelles et hégémoniques de l'UE. Cette rupture permettrait des politiques économiques concrètes créant une véritable base de solidarité en Europe et donnant un contenu nouveau à la souveraineté populaire et aux droits démocratiques, à l'intérieur ou au-delà des frontières existantes. Elle pourrait aussi conduire à de nouvelles formes d'alliances interétatiques en Europe, voire à un modèle alternatif d'espace supranational, démocratique et solidaire basé sur la coopération entre les peuples et sur l'internationalisme, déconnecté du développement capitaliste et qui refléterait le nouvel équilibre des forces entre les classes.

Un gouvernement populaire a besoin d'un programme écologique, socialiste et internationaliste de long terme au niveau international. Dans cette perspective, il devrait rechercher de nouvelles alliances en Europe et hors d'Europe. Cela pourrait passer par la proposition d'un nouveau cadre solidaire axé sur la coopération et l'intégration des ressources financières, des accords de commerce ainsi que des échanges de matières premières (énergie) équitables et la coopération en matière d'investissement. L'objectif est d'encourager la coopération et la solidarité populaires tout en rompant avec les contraintes des traités et des institutions de l'UE.

La forme et le contenu réels d'une coopération européenne renouvelée dépendraient du régime social et politique interne des États membres. L'internationalisme ouvrier commence toujours chez soi. Si le capitalisme était contesté au niveau national, plusieurs formes d'intégration fédérale socialiste deviendraient possibles en Europe. C'est un objectif réalisable et valable pour la gauche populaire européenne. Plus tôt elle commencera à engager un débat ouvert et à agir dans ce sens, mieux ce sera pour les peuples du continent.

Liste des 150 signataires

ALLEMAGNE

Jakob Schäfer (militant de la gauche syndicale, Allemagne)

AUTRICHE

Christian Zeller (professeur de géographie économique, membre de Aufbruch für eine ökosozialistische Alternative, Autriche)

BELGIQUE

Anne-Marie Andrusyszyn (directrice du CEPAG, Belgique)

Eva Betavazi (CADTM, Belgique et Chypre)

Olivier Bonfond (économiste au CEPAG, Belgique)

Camille Bruneau (féministe, CADTM Belgique)

Juliette Charlier (CADTM Belgique)

Tina D'angelantonio (CADTM Belgique)

Virginie de Romanet (CADTM Belgique)

Jean-Claude Deroubaix (sociologue, Belgique)

Ouardia Derriche (Belgique)

Grégory Dolcimascolo (ACiDE)

Anne Dufresne (Sociologue, GRESEA)

Chiara Filoni (CADTM, Belgique et Italie)

Corinne Gobin (politologue, Belgique)

Gilles Grégoire (militant pour l'audit citoyen de la [dette](#) ACiDe, CADTM Belgique)

Giulia Heredia (CADTM, Belgique)

Nathan Legrand (CADTM, Belgique)

Monique Lermusiaux (retraîtée militante syndicale, Belgique)

Rosario Marmol-Perez (militante syndicale FGTB, artiste, Belgique)

Herman Michiel (éditeur du site Ander Europa, Belgique et Pays-Bas)

Alice Minette (militante syndicale, CADTM Belgique)

Christine Pagnouille (Université de Liège, ATTAC, CADTM, Belgique)

Adrien Péroches (Militant CADTM Bruxelles et ACiDe Bruxelles)

Brigitte Ponet (travailleuse sociale, CADTM Belgique)

Daniel Richard (secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB Verviers, Belgique)

Christian Savestre (Attac 2 Bruxelles, RJF, Acide)

Éric Toussaint (politologue, économiste, porte-parole du réseau international CADTM, Belgique)

Felipe Van Keirsbilck (secrétaire général de la Centrale Nationale des Employés - CNE, Belgique)

Christine Vanden Daelen (féministe, CADTM Belgique)

Magali Verdier (militante féministe, Belgique)

Roxane Zadvat (comédienne, Théâtre Croquemitaine, CADTM Belgique)

BOSNIE-HERZEGOVINE

Selma Asotić (poète, Bosnie-Herzégovine)

Danijela Majstorović (Université de Banja Luka, Bosnie-Herzégovine)

Svjetlana Nedimovic (activiste, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine)

Tijana Okic (philosophe, militante politique, Bosnie-Herzégovine)

CHYPRE

Stavros Tombazos (économiste, Chypre)

CROATIE

Dimitrije Birač (coordinateur de l'organisation Croatian Center for Workers' Solidarity, Croatie)

DANEMARK

Poya Pakzad (conseiller en politiques économiques, Alliance Rouge-Verte, Danemark)

ÉTAT ESPAGNOL

Walter Actis (membre d'Ecologistas en Accion, État espagnol)

Daniel Albarracin (économiste, Podemos, État espagnol)

Yago Alvarez (journaliste, activiste membre de la PACD, État espagnol)

Joana Bregolat (membre de Desbordem, militante de Anticapitalistas, Catalogne - État espagnol)

José Cabayol Virallonga (Président de SICOM (Solidaritat i Comunicació), journaliste,

Laura Camargo (enseignante, membre de la Diputacion Permanente du Parlement de les Illes Balears, militante à Anticapitalistas, État espagnol)

Raúl Camargo (député de l'assemblée de Madrid, militant à Anticapitalistas, État espagnol)

Pablo Cotarelo (EReNSEP, État espagnol)

Sergi Cutillas (EReNSEP, CADTM, Catalogne – État espagnol)

Josu Egireun (revue *Viento Sur*, État espagnol)

Laia Facet (Anticapitalistas, Catalogne – État espagnol)

Sònia Farré (militante, ancienne députée pour En Comú Podem, Catalogne – État espagnol)

Ignacio Fdez del Páramo (architecte-urbaniste, conseiller pour l'urbanisme et l'environnement à la mairie d'Oviedo, membre de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies – État espagnol)

Iolanda Fresnillo (sociologue, PACD, État espagnol)

Anna Gabriel (ex députée de la CUP au parlement Catalan, actuellement en exil en Suisse, État espagnol)

Ricardo García Zaldívar (économiste, ex-Coordinateur d'ATTAC Espagne)

María Gómez Garrido (professeure en sociologie, Université des Îles Baléares, Anticapitalistas, État espagnol)

Laura Gonzalez De Txabarri (ELA, pays basque)

Joana Garcia Grenzner (journaliste, spécialiste en genre et communication, militante féministe, Catalogne – État espagnol)

Yayo Herero (anthropologue, écoféministe, membre d'Ecologistas en acción, État espagnol)

Cuca Hernández (Coordinatrice d'ATTAC Espagne)

Juan Hernández Zubizarreta, (professeur d'université, membre de l'Observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL), Pays basque – État espagnol)

Petxo Idoiaga (Fondation Hitz&Hitz, Viento Sur, État espagnol)

José L. Gómez del Prado (Université de Barcelone, Centre d'études internationales – École diplomatique de Barcelone, AEDIDH, État espagnol)

Janire Landaluze (ELA, Pays basque – État espagnol)

Mats Lucia Bayer (CADTM, État espagnol)

Fátima Martín (journaliste, CADTM, État espagnol)

Alex Merlo (assistant parlementaire de Miguel Urban Crespo (eurodéputé, Podemos), État

Anna Monjo (éditrice, Catalogne - État espagnol)

Natalia Munevar (militante, PACD, assistante parlementaire de Miguel Urban (eurodéputé Podemos), État espagnol)

Mikel Noval (syndicat ELA, Pays basque - État espagnol)

Jaime Pastor (rédacteur en chef de Viento Sur, État espagnol)

Laura Pérez Ruano (professeure et avocate, parlementaire pour Orain Bai-Ahora Navarra, Navarre - État espagnol)

Griselda Piñero Delledonne (CADTM, Catalogne - État espagnol)

Eulalia Reguant (membre du secrétariat national de la CUP, ancienne députée et conseillère municipale, Catalogne - État espagnol)

Jorge Riechmann (philosophe, écrivain, Ecologistas en Acción, État espagnol)

Rubén Rosón (médecin, conseiller pour l'économie et l'emploi à la mairie d'Oviedo, membre de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies - État espagnol)

Sol Sánchez Maroto (co-porteparole de Izquierda Unida Madrid, État espagnol)

Carlos Sánchez Mato (responsable des politiques économiques de Izquierda Unida, État espagnol)

Ana Taboada Coma (avocate, vice-maire d'Oviedo, porte-parole de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies - État espagnol)

Aina Tella (coordinatrice des Relations Internationales de la CUP, Catalogne - État espagnol)

Mónica Vargas Collazos (anthropologue, militante, Bolivie et Catalogne - État espagnol)

Lucía Vicent (professeur d'économie à l'Université Complutense de Madrid, État espagnol)

Esther Vivas (journaliste, Catalogne - État espagnol)

FRANCE

Marion Alcaraz (NPA, Le temps des Lilas, France)

Martine Boudet (coordinatrice du livre inter-associatif Urgence antiraciste -Pour une démocratie inclusive-Le Croquant, 2017, France)

Myriam Bourgy (paysanne, CADTM, France)

M. Sofia Brey (écrivaine, ancienne fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, France)

Vicki Briault Manus (PCF, CADTM France)

Jeanne Chevalier (candidate France insoumise aux élections européennes de 2019)

Annick Coupé (syndicaliste, ATTAC France)

Léon Crémieux (syndicaliste du transport aérien retraité, NPA, France)

Alexis Cukier (philosophe, Ensemble !, EReNSEP, France)

Véronique Danet-Dupuis (cadre bancaire, déléguée syndicale et défenseuse du salarié, animatrice du livret banque France Insoumise, France)

Penelope Duggan (International Viewpoint, France)

Pascal Franchet (président du CADTM France)

Isabelle Garo (philosophe, France)

Norbert Holcblat (économiste, NPA, France)

Michel Husson (économiste, France)

Pauline Imbach (boulangère, CADTM Grenoble, France)

Pierre Khalfa (Fondation Copernic, France)

Yvette Krolikowski (CADTM France)

Michael Löwy (sociologue, France)

Laurence Lyonnais (Ensemble Insoumis, écosocialiste, candidate France insoumise aux élections européennes 2019)

Jan Malewski (journaliste, revue Inprecor, France)

Myriam Martin (porte-parole de Ensemble !, France)

Christiane Marty (ingénieure, Fondation Copernic, France)

Gustave Massiah (économiste, altermondialiste, France)

Corinne Morel Darleux (auteure et militante écosocialiste, France)

Ugo Palheta (sociologue, NPA, Contretemps, France)

Dominique Plihon (économiste, ATTAC France)

Laura Raïm (journaliste, France)

Marlène Rosato (Ensemble, EReNSEP, France)

Pierre Rousset (ESSF www.europe-solidaire.org, France)

Catherine Samary (économiste, ATTAC France, NPA, France)

Patrick Saurin (CADTM France)

Alejandro Teitelbaum (avocat en droit international des droits humains, France)

Aurélie Trouvé (économiste, ATTAC France)

Sophie Zafari (syndicaliste FSU, France)

GRÈCE

Marie-Laure Coulmin (CADTM, Grèce)

Katerina Giannoulia (membre du Conseil général de ADEDY – confédération de la fonction publique –, membre d'Unité Populaire, Grèce)

Stathis Kouvelakis (ERensep, Grèce et Royaume-Uni)

Costas Lapavistas (économiste, SOAS – Université de Londres, ERensep, Grèce et Royaume-Uni)

Moisis Litsis (journaliste, Grèce)

Sotiris Martalis (DEA, Grèce)

Sonia Mitralias (féministe, CADTM, Grèce)

Giorgos Mitralias (journaliste, Grèce)

Antonis Ntavanelos (DEA, Grèce)

Spyros Marchetos (historien, School of Political Sciences, Université Aristote, Thessalonique, Grèce)

HONGRIE

Judit Morva (économiste, militante, Hongrie)

IRLANDE

Brid Brennan (analyste politique, militant, Irlande)

Andy Storey (School of Politics and International Relations, University College Dublin, Irlande)

ITALIE

Marta Autore (Communia Network, Italie)

Fabrizio Burattini (syndicaliste de l'Union Sindacale di Base, Italie)

Eliana Como (membre de la direction nationale CGIL, Italie)

Gippò Mukendi Ngandu (enseignant, Sinistra Anticapitalista, Italie)

LUXEMBOURG

Justin Turpel (ancien député déi Lénk - la Gauche, Luxembourg)

David Wagner (député déi Lénk - la Gauche, Luxembourg)

PAYS-BAS

Willem Bos (SAP-Grenzeloos, Pays-Bas)

Maral Jefroudi (co-directrice de l'IIRE, Pays-Bas)

POLOGNE

Katarzyna Bielińska (philosophe et politologue, Pologne)

Zbigniew Marcin Kowalewski (chercheur pour les mouvements sociaux, Pologne)

Stefan Zgliczyński (directeur de l'édition polonaise du Monde Diplomatique, Pologne)

PORTUGAL

Francisco Louça (économiste, Bloco de Esquerda, Portugal)

Rita Silva (activiste dans Habita - Colectivo pelo Direito à Habitação e à Cidade et chercheuse universitaire, Portugal)

Alda Sousa (enseignante à l'Université de Porto, Bloco de Esquerda, ancienne députée européenne de 2012 à 2014, Portugal)

Rui Viana Pereira (traducteur, sound designer, CADTM, Portugal)

ROYAUME-UNI

Gilbert Achcar (professeur à SOAS - Université de Londres, Royaume-Uni)

Grace Blakeley (commentatrice économique de New Statesman, Royaume-Uni)

Terry Conway (Resistance Books, Royaume-Uni)

Fanny Malinen (chercheuse, activiste, Royaume-Uni)

Michael Roberts (économiste financier, Royaume-Uni)

Grace Blakeley (économiste à la revue New Statesman, Royaume-Uni)

SERBIE

Andreja Zivkovic (sociologue, Marks21, Serbie)

SLOVÉNIE

Ana Podvrsic (sociologue, économiste, Slovénie)

Jean Batou (professeur d'histoire contemporaine, député, solidaritéS, Suisse)

Marianne Ebel (ancienne députée solidaritéS, vice-présidente de la Marche mondiale des Femmes Suisse)

Sébastien Guex (professeur à l'Université de Lausanne, solidaritéS, Suisse)

Stéphanie Prezioso (professeure d'histoire internationale à l'Université de Lausanne, solidaritéS, Suisse)

Beatrice Schmid (enseignante, Suisse)

Juan Tortosa (CADTM Suisse)

Charles-André Udry (économiste, directeur du site alencontre.org et des éditions Page 2, Suisse)